

# «Les virus rendent visibles des réalités cachées»

**IMPACT** Certaines épidémies laissent des traces profondes et bouleversent les sociétés. Flurin Condrau, professeur à l'Université de Zurich, explique comment les maladies infectieuses mettent le pouvoir à l'épreuve



**FLURIN CONDRAU**  
PROFESSEUR  
D'HISTOIRE  
DE LA MÉDECINE  
À L'UNIVERSITÉ  
DE ZÜRICH

PROPOS RECUEILLIS  
PAR CÉLINE ZUND, ZÜRICH  
@celinezund

Les recherches de Flurin Condrau, professeur d'histoire de la médecine à la Faculté de médecine de l'Université de Zurich, portent en particulier sur les maladies infectieuses. Les épidémies mettent le pouvoir à l'épreuve, car elles révèlent les failles de nos sociétés, explique-t-il.

**Vous avez étudié l'épidémie de choléra qui a frappé Zurich en 1867. Comment cet épisode a-t-il marqué la ville?**  
Entre juillet et octobre 1867, le choléra contamina 684 personnes et fit 481 morts à Zurich. L'épidémie frappa particulièrement les quartiers pauvres et ouvriers. La ville prend d'abord des mesures de prévention classiques: annonce obligatoire des personnes touchées, mise en quarantaine des malades. Une stratégie qui avait déjà permis, par le passé, de contenir le choléra. Mais cela ne suffira pas cette fois à endiguer cette crise, devenue politique et économique...

## «Les épidémies sont un stress test pour une société»

populaire de changement. Les forces démocratiques saisissent ce moment pour mobiliser et réclamer des réformes afin d'améliorer en profondeur la situation des quartiers pauvres. Ils n'hésiteront pas à comparer le «système aristocratique» qu'ils dénoncent au choléra: on ne le voit pas, mais il est partout. Cette épidémie déclenche un vaste programme d'assainissement de la ville, avec l'installation d'un système moderne d'évacuation des eaux usées.

**Alors que nous essayons de nous projeter dans l'avenir, que nous apprennent les expériences de crises sanitaires passées?** Je ne crois pas que

### INTERVIEW

**Comment se fait-il que cet épisode soit, cette fois, à l'origine d'une crise?**  
C'est lié au contexte dans lequel survient le choc. Après des décennies de prospérité, les difficultés commencent à faire surface: l'industrie textile, l'agriculture et le rail manquent de capitaux. Au même moment, on assiste à la montée en puissance des radicaux – le Mouvement démocratique – déterminés à renverser l'élite libérale qui occupait alors les postes clés du pays. Les contestataires l'emportent finalement en obtenant la majorité absolue aux élections du Conseil constitutionnel. Le Mouvement démocratique obtient un changement de la constitution, ensuite approuvé par la majorité populaire (des hommes). En 1866, un changement politique majeur: c'est l'introduction de la démocratie directe.

**Quel rôle joue la situation sanitaire dans ces transformations politiques?**  
Ce n'est pas le choléra qui provoque la réforme. Mais l'épidémie joue un rôle d'accélérateur en révélant les failles de la société. La crédibilité de l'ancien système se voit affaiblie. La crise sanitaire exacerbe la volonté

pas prêts à absorber le choc, ils ont dû augmenter leur capacité et renoncer à certains services. Et ses contradictions: au cours des dernières décennies, le système de santé s'est orienté vers des financements privés mais, lorsque survient la crise, c'est l'Etat qui prend le relais. Ce sera sans doute l'un des prochains grands défis politiques.

**Dans le débat de santé publique, on oppose souvent économie et santé...**  
Santé et économie sont intrinsèquement liées. Je suis surpris qu'on ait tant de peine à le voir. L'histoire des caisses maladie le montre: elles ont été créées comme des organisations d'aide aux travailleurs, car ils savaient qu'ils risquaient gros en cas de maladie.

**Vous avez observé de nombreuses épidémies. Qu'est-ce qui est particulier avec le Covid-19?**  
C'est la première pandémie à l'ère des réseaux sociaux. En tant que chercheur, c'est très particulier: jamais nous n'avons eu accès à une information qui circule aussi rapidement. Par conséquent, rarement une épidémie n'a autant attiré l'attention. En comparaison, lorsque la grippe porcine est survenue, on a annoncé une crise qui ne s'est jamais concrétisée. En Suisse, elle a rapidement été considérée comme une plaisanterie, alors que dans d'autres pays, comme le Royaume-Uni, elle poussait déjà le système de santé à ses limites. Pourtant, il n'y a pas eu de grand débat public car les choses n'ont pas mal tourné après tout. On ne s'intéresse à une pandémie que lorsqu'elle arrive à notre porte. C'était évident avec Ebola: lorsque le monde a compris que la maladie resterait en Afrique, il a détourné les yeux.

**Malgré la levée progressive des restrictions, on sent l'impatience monter dans la population...**  
Le conflit politique reprend: chaque mesure est immédiatement critiquée. C'est le signe d'une normalisation de la situation, dans une démocratie où chacun se sent légitimé à juger de la conduite des événements. Cette crise a révélé les difficultés du gouvernement à communiquer avec les gens. Je ne crois pas que l'OFSP soit parvenu à atteindre le plus grand nombre. La communication de l'administration et celle des experts, qui passent plus de temps dans leurs bureaux que sur le terrain avec les gens, s'adressent davantage aux personnes âgées, à la télévision et dans les journaux. Je doute que ce soit le moyen d'atteindre les jeunes, qui obtiennent leurs informations via Instagram ou Snapchat.

**Face au stress test du Covid-19, comment s'en sort la Suisse?**  
Il est trop tôt pour dire quel impact aura cette épidémie sur la société. Jusqu'ici, la Suisse a bien résisté en trouvant une voie du milieu: ni trop laxiste, ni trop stricte. La population a globalement bien accepté les mesures de restrictions. Mais le Covid-19 révèle les limites de notre système hospitalier: les établissements de santé n'étaient

# En Valais, le siège socialiste sera romand ou ne sera pas

**ELECTIONS** Depuis l'arrivée historique d'un socialiste au Conseil d'Etat dans le canton du Valais en 1997, le fauteuil a toujours été occupé par un Haut-Valaisien. Cette réalité devrait changer en 2021, si la gauche conserve son siège

GRÉGOIRE BAUR  
@GregBaur

Mars 1997, le Valais vit un séisme politique. Pour la première fois de l'histoire, un socialiste est élu au gouvernement cantonal. Son nom: Peter Bodenmann. Depuis cette date, la gauche a toujours été représentée au sein de l'exécutif, mais toujours par un camarade haut-valaisien. Le fait que la ville de Brigue soit le berceau historique du socialisme en Valais n'y est certainement pas étranger. Après les élections cantonales de mars prochain, la donne devrait changer. Si les socialistes conservent leur siège au sein du Conseil d'Etat, il sera occupé par un représentant du Valais romand.

«Nos camarades du Haut sont conscients que ce siège est légitime pour le Parti socialiste du Valais romand (PSVr)», assure sa présidente Barbara Lanthemann. Il est vrai que le PSVr représente actuellement 13% du corps électoral, contre 2% pour les socialistes haut-valaisiens (SPO). Mais ces derniers ne comptent pas rester inactifs lors de la campagne qui s'annonce. Leur président Gilbert Truffer précise être à la recherche d'un candidat pour présenter, avec le PSVr, un ticket à deux noms.

«Il y a de fortes chances que le PSVr présente un homme. Nous sommes donc ouverts à la discussion, si les germanophones proposent une femme», souligne Barbara Lanthemann. Avant de préciser: «Si le SPO arrive avec une candidature qui pourrait mettre en danger le siège du PSVr, nous ne l'accepterions pas.»

## Des divergences, comme il y a quatre ans?

Alors que la campagne n'a pas encore débuté, des divergences sont-elles déjà en train de voir le jour, comme il y a quatre ans? Les tensions entre socialistes franco-phones et germanophones avaient été importantes lors des élections de 2017. La sortante Esther Waeber-Kalbermatten ne voyait aucune raison d'abandonner son fauteuil, alors que le congrès du PSVr, de son côté, plébiscitait une liste ouverte avec le retour de Stéphane Rossini en politique. Malgré les discordes, le duo avait finalement fait campagne commune et la Haut-Valaisienne conservé son siège. Barbara Lanthemann assure que cette année cette situation ne se représentera pas, puisque les organes des deux partis ont «fait en sorte que les bisbilles d'il y a quatre ans ne se reproduisent pas.»

Le siège socialiste au gouvernement sera donc romand. Ou ne sera pas. Car les cinq places du gouvernement valaisien coûteront cher: le PDC va enclencher la machine de guerre pour conserver ses trois sièges au Conseil d'Etat, le PLR va tout faire pour maintenir en place son ministre Frédéric Favre, qui a permis au parti de retrouver sa

place au gouvernement en 2017 après quatre années d'absence, et l'UDC n'a qu'une ambition, faire son retour au Conseil d'Etat après l'éviction d'Oskar Freysinger lors des dernières élections.

«Il y a un risque de perdre notre siège», reconnaît Barbara Lanthemann. Mais le PSVr semble avoir un atout de taille dans sa manche pour conserver le fauteuil socialiste à l'exécutif cantonal: Mathias Reynard. Après avoir fait trembler la citadelle PDC lors de la dernière élection au Conseil des Etats – Marianne Maret l'a devancé de 1370 voix – le conseiller national «serait un peu le candidat naturel pour le Conseil d'Etat», analyse Barbara Lanthemann, précisant que nombreux sont les personnes, même hors parti, qui l'interpellent pour que le Saviensan soit le candidat du PSVr.

## «Je ne rêve pas de la fonction tous les matins»

Le principal intéressé reconnaît que «les pressions pour que je me porte candidat sont toujours plus fortes», mais il sedomne le temps de réfléchir. «Je ne rêve pas de la fonction tous les matins, je me sens bien et utile à Berne, mais revenir en Valais et m'engager pour le canton, ce serait évidemment passionnant.» On sent tout de même Mathias Reynard peu enclin à se porter candidat et une potentielle élection à la coprésidence du Parti socialiste suisse, aux côtés de la Zurichoise Priska Seiler Graf, aurait été le meilleur argument pour décliner poliment la candidature à l'exécutif cantonal.

Oui, mais voilà... la crise du Covid-19 chamboule tous les plans. Le congrès du parti national qui désignera les successeurs de Christian Levrat a été repoussé à mi-octobre et le PSVr ne peut pas attendre aussi longtemps pour décider de sa stratégie. Cette dernière devrait se dessiner au travers d'une primaire, par correspondance si nécessaire, «avant la fin de l'été», insiste Barbara Lanthemann. Mathias Reynard devra donc trancher entre l'exécutif cantonal et la coprésidence du PS suisse, les deux postes ne semblant pas être compatibles. Un choix qui pourrait influencer celui des autres formations politiques.

En Valais, une clause interdit en effet d'avoir plus d'un conseiller d'Etat par district. Président de l'UDC du Valais romand et potentiel candidat lui-même, Cyrille Fauchère, également du district de Sion, reconnaît qu'il «n'ira pas au suicide» contre Mathias Reynard si ce dernier devait être en lice. Et s'il ne l'est pas, deux des noms qui circulent côté socialiste proviennent du district de Sierre, comme l'un des potentiels papables du PDC, qui se cherche un candidat pour combler le départ de Jacques Melly après trois mandats. Là aussi la stratégie de l'un pourrait influencer celle de l'autre.

Pour l'heure, tous les partis se demandent comment organiser un congrès pour acter une stratégie en période de pandémie. Et tous sont suspendus aux lèvres du Conseil fédéral, qui devrait évoquer l'avenir des manifestations de plus de cinq personnes mercredi.

### MAIS ENCORE

**A Genève, les notes de frais baisseront de moitié en 2019**  
Epinglé fin 2018 pour des frais professionnels excessifs, le Conseil administratif de la ville de Genève a très nettement limité ses dépenses en 2019. Les cinq magistrats ont utilisé au total 32 941 francs en 2019, contre 69 348 francs en 2018. Ces chiffres révélés vendredi par la «Tribune de Genève» figurent dans le document relatif aux comptes 2019 et au rapport de gestion du Conseil administratif. ATS

PUBLICITE

# Retraite

- AVS:** quel sera le montant de ma rente?
- Caisse de pension:** rente, capital ou les deux?
- Hypothèque:** dois-je l'amortir?
- Impôts:** comment faire des économies?
- Succession:** comment protéger ma famille?



A la retraite, votre situation financière change du tout au tout. Vos décisions d'aujourd'hui sont cruciales pour votre niveau de vie de demain. Un conseil indépendant auprès de VZ fait toute la différence. Jugez-en par vous-même: le premier entretien est sans frais et sans engagement. Nous sommes aussi à votre disposition par vidéo: [vzbh.com/conseil-video](http://vzbh.com/conseil-video)

[www.vzbh.com](http://www.vzbh.com)

